

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/203 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 30 000 EUROS A L'ASSOCIATION PHILAFLO - PROJETS - ' OPTIMISATION DE LA PRODUCTION DE PIVOINE ' - ' TRANSFORMATION NUMERIQUE ' - ' CREATION D'UN OUTIL DE CALCUL DES COUTS DE PRODUCTIONS ' - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/203

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 30 000 EUROS
A L'ASSOCIATION PHILAFLOR - PROJETS -
' OPTIMISATION DE LA PRODUCTION DE PIVOINE ' -
' TRANSFORMATION NUMERIQUE ' - ' CREATION D'UN
OUTIL DE CALCUL DES COUTS DE PRODUCTIONS ' -
ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la Délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la Délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 30 000 euros à l'Association PHILAFLOR,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association PHILAFLOR d'un montant de 30 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions durant l'exercice 2025 sur un budget prévisionnel global de 97 730 euros,

CONSIDERANT que l'Association PHILAFLOR est un groupement de producteurs clef dans le cluster horticole pour son rôle de conseil aux entreprises,

CONSIDERANT que les actions proposées, dans la continuité de celles menées en 2024, tendent à améliorer la productivité des exploitations en leur apportant des solutions techniques directement applicables en entreprises en prenant en compte les enjeux environnementaux liés aux pollutions aux nitrates et à la ressource en eau,

CONSIDERANT que l'encadrement technique proposé par PHILAFLOR est nécessaire au regard de l'explosion des surfaces cultivées en pivoines sur le territoire de la Métropole TPM afin d'optimiser les apports en eau et fertilisants et préserver l'environnement fragile de la Métropole, tout en maintenant la productivité,

CONSIDERANT la refonte en 2023 du site Internet et de l'espace adhérent sécurisé afin de permettre aux horticulteurs de bénéficier d'un outil fiable et ergonomique, et en 2024 la conception d'un nouvel outil, pour les conseillers techniques, adapté au conseil spécifique phytosanitaire,

CONSIDERANT en 2025 le module « laboratoire » avec ses outils d'accompagnement de préconisation des calculs préliminaires nécessaires à la rédaction de conseil en fertilisation afin d'améliorer la traçabilité de la production et répondre aux exigences de la réglementation des zones vulnérables aux nitrates,

CONSIDERANT qu'en 2025 l'outil « coûts de production » va permettre d'évaluer les coûts d'une culture et d'améliorer ainsi la prise de décision des horticulteurs afin de choisir la stratégie économique la plus adéquate,

CONSIDERANT que la participation financière de la Métropole TPM reste essentielle au maintien et au développement de la filière horticole,

CONSIDERANT la convention ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée avec l'Association PHILAFLORE en vue de l'attribution d'une subvention de 30 000 euros, soit 30,69 % maximum du coût total du programme d'actions réalisé pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2025 : Imputation 65748, opération 1232 - Fonction 6312.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION PHILA FLOR

**PROGRAMMES : « OPTIMISATION DE LA PRODUCTION DE PIVOINE » –
« TRANSFORMATION NUMERIQUE » -
« CREATION D'UN OUTIL DE CALCUL DES COUTS DE PRODUCTIONS »**

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de la décision DM N° 25 / en date du Bureau Métropolitain du lundi 14 avril 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association PHILAFLO, sise 1202 Vieux Chemin de Toulon – 83400 HYERES, représentée par son Président, Monsieur Jean Claude VEGA dûment habilité,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Avec un rôle central dans la filière de production locale, PHILAFLO regroupe plus de 120 producteurs adhérents installés principalement dans la région hyéroise et le Var. Cette association loi 1901 travaille en étroite collaboration avec les nombreuses structures de la filière sur toutes les thématiques liées à la production de fleurs coupées.

Si le cœur du métier de PHILAFLO reste la prestation de conseil technique et économique en entreprise, l'Association a su s'adapter à l'évolution des besoins des producteurs. Son équipe accompagne les adhérents au quotidien, les aidant à améliorer la qualité de leurs produits, à s'adapter aux évolutions de la législation mais aussi à devenir les acteurs de la transition écologique.

PHILAFLORE participe et porte des projets techniques collectifs avec pour objectif l'amélioration des techniques de production et de la qualité des produits. L'Association joue également un rôle important dans la promotion de la fleur coupée du Var.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association PHILA FLOR à hauteur de 30 000 euros pour la mise en œuvre des 3 actions prévues dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1232 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme porte sur 30,70 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **30 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **21 000 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **9 000 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programmes d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
 - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits.

En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION PHILA FLOR</p> <p>Le Président Jean-Claude VEGA</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'amélioration et le raisonnement de la fertilisation constituent la base de toute production, aussi PHILAFLORE met à disposition de ses adhérents un laboratoire d'analyses de sol qui constitue un outil indispensable au conseil agronomique. Ce laboratoire a été spécialement construit et adapté pour répondre aux attentes des producteurs de fleurs coupées. Depuis plus de 30 ans, les analyses de sol, de substrats culturels ou de solutions de fertilisation qui y sont réalisées sont accompagnées de l'expertise du personnel technique de PHILAFLORE.

Les techniciens de PHILAFLORE s'impliquent fortement auprès des producteurs en soutenant et coordonnant leurs actions collectives et participent activement à leur formation. Les relations qu'ils tissent quotidiennement avec eux sont un atout considérable dans le développement de stratégies de production plus respectueuses de l'environnement, adaptées aux spécificités de leur terroir et aux attentes des marchés.

L'action des techniciens de PHILAFLORE s'articule également autour de la démarche qualité liée à la marque HORTISUD qui permet de valoriser commercialement la production des adhérents.

Les conseillers employés par la structure cultivent des liens étroits avec les différents organismes de la filière horticole locale (ASTREDHOR MEDITERRANEE, FLORISUD, SICA MAF, Chambre d'Agriculture, FNPFP, etc.) où leur expérience en matière de suivi de diagnostic cultural est reconnue. Ils travaillent également au quotidien avec des partenaires spécialistes dans leur domaine : fournisseurs de plans, vendeurs en coopératives agricoles ou laboratoires d'analyses, ...

PHILAFLORE et ASTREDHOR MEDITERRANEE fonctionnent aujourd'hui en partenariat étroit notamment pour définir les sujets techniques de travail, proposer au financement des projets cohérents et transférer les résultats d'expérimentation dans les entreprises horticoles.

ACTIONS DE L'ASSOCIATION PHILA FLOR EN 2025

1. OPTIMISATION DE LA PRODUCTION DE PIVOINES

A. Contexte et axes de travail

Le Var est le premier département horticole de la Région PACA. Un tiers des surfaces horticoles françaises se situe autour d'Hyères-Les-Palmiers. A lui seul, le bassin hyérois génère 40% de la production nationale de fleurs coupées grâce à 350 producteurs cultivant plus de 120 espèces différentes.

Les productions majeures ces dernières années sont la pivoine – avec plus de 12 millions de tiges vendues en 2024, pour 150 ha en production.

Si le mode de production de ce fleuron de l'horticulture varoise s'oriente davantage vers une faible technicité et un mode de production plutôt extensif, il reste soumis aux mêmes contraintes réglementaires que les autres cultures, notamment pour ce qui concerne la préservation de la ressource en eau du territoire.

La forte urbanisation du bassin hyérois rend la question de l'eau prégnante et sa gestion est devenue une problématique majeure qui s'inscrit dans le programme d'actions à long terme de la Région Sud. En effet, quatre des six aires d'alimentation de captage varoise se situent dans le périmètre avoisinant et sur la commune d'Hyères, et la quasi-totalité des surfaces en production est également située en zone vulnérable aux nitrates. De plus, une grande partie des exploitations de production de fleurs coupées se situe en zone urbaine ou péri-urbaine, en proximité directe des habitations. L'épisode de sécheresse de cette année renforce d'autant plus l'importance de cette problématique et rend indispensable l'accompagnement à la Transition Agroécologique des producteurs

D'une manière générale, quelle que soit l'espèce horticole considérée, **le raisonnement et l'amélioration des pratiques culturales** constituent donc une thématique de travail particulièrement importante pour les horticulteurs du bassin hyérois. L'ensemble de la filière horticole locale les accompagne et interroge différents aspects techniques de la production tels que la fertilisation, l'irrigation et de manière plus globale l'amélioration des rendements culturaux et/ou le décalage de production pour une **agriculture rentable et durable**.

Construit autour de la pivoine, **le projet PHILAFLORE** a pour objectif d'acquérir des données dans ces 3 domaines : fertilisation, irrigation et amélioration des rendements culturaux, **pour améliorer les pratiques** des horticulteurs grâce à une connaissance plus pointue des besoins des cultures. Il s'agit en effet de mettre les moyens techniques en œuvre afin de mieux cerner la complexité des systèmes de production existants pour proposer aux exploitants une expertise et un itinéraire technique plus fiable et plus adapté aux conditions particulières et aux contraintes du terroir hyérois, qui garantissent également le maintien ou l'amélioration de la qualité des produits et des rendements culturaux. In fine il s'agit de répondre aux attentes du marché en confortant la position de **leader de la production horticole varoise**.

B. Projet Technique

Dans le Var, le développement de la culture de pivoine traduit une tendance vers l'extensification du système de production horticole. Si elle limite l'importance des intrants de type serre, substrat, combustibles ou électricité, cette extensification entraîne en revanche des contraintes agro-environnementales importantes :

- Consommation d'espace (160 ha pour le Var) dans une région à forte pression foncière,
- Culture en pleine terre donc possibilité d'accumulation de nitrates,
- Besoins en eau élevés,
- Recours aux herbicides,
- Gestion des pathogènes et ravageurs.

Ces contraintes ont d'autant plus de poids que la pivoine est une monoculture mise en place sur une parcelle pour de nombreuses années.

Cette année encore, plus de 10 millions de pivoines issues de la production varoise ont été négociées à la SICA – MAF. Les adhérents de PHILAFLORE représentent 72% de ces apports en quantité et 76% de ces apports en valeur.

Pourtant, si on se réfère au potentiel intrinsèque des cultivars, les rendements peuvent être améliorés.

En effet, l'extensification de la culture de la pivoine telle qu'elle est pratiquée, ne tient pas compte de différents facteurs qui ont un effet conséquent sur la productivité des plants :

- L'utilisation de parcelles pour la culture de pivoine sur plusieurs années – voire plusieurs décennies – sans inter-culture et la pratique d'une fertilisation non raisonnée provoque une fatigue des sols et un déséquilibre de sa composition. Ce point est particulièrement sensible pour les cultures situées en Zone Vulnérable Nitrate où les apports azotés doivent être contrôlés en fonction des besoins spécifiques de la pivoine dans le but de limiter au maximum la quantité de résidus azotés dans le sol et donc dans les nappes phréatiques,
- La pratique souvent systématique du forçage pour gagner en précocité de récolte, sans connaissance des conditions optimales de cette technique engendre un manque de vigueur des plants et une baisse de productivité,
- L'arrosage des cultures sans réelles connaissances des besoins en eau de cette plante ni de l'état hydrique du sol mène à une irrigation déficitaire ou excédentaire qui entraîne souvent une perte de productivité et/ou le développement de pathogènes telluriques. La Faible pluviométrie de la région est une contrainte de plus en plus forte et l'irrigation doit donc la compenser tout au long de l'année.

Le soutien de la Métropole TPM à PHILAFLORE a déjà permis l'obtention de premiers résultats qui ont été transférés non seulement à ASTREDHOR MEDITERRANEE mais également aux horticulteurs par différents canaux – Journées Techniques, Formations, diagnostics et conseils individuels.

Le projet technique porté par PHILAFLORE avec le soutien de la Métropole TPM engage l'Association à :

- **Proposer les résultats de l'innovation agronomique (ASTREDHOR MEDITERRANEE)** dans le contexte particulier de la production de pivoines, en tenant compte des nombreuses contraintes socio-économiques de cette filière,
- **Travailler en liaison directe** avec les horticulteurs du bassin lyonnais **pour améliorer leurs systèmes de production** dans le domaine de la gestion de la culture (gestion de l'irrigation et du forçage), de la protection de l'environnement et de la qualité du matériel produit,
- **Analyser les retours d'expérience et de suivi des exploitations** et proposer des optimisations possibles afin d'accompagner le bassin horticole local vers la **Transition Agroécologique** en rendant les systèmes de production conformes aux exigences réglementaires locales (Zone Vulnérable Nitrate) plus respectueux de l'environnement (limitation de la consommation en eau) et plus fiables sur les plans biologique et économique.

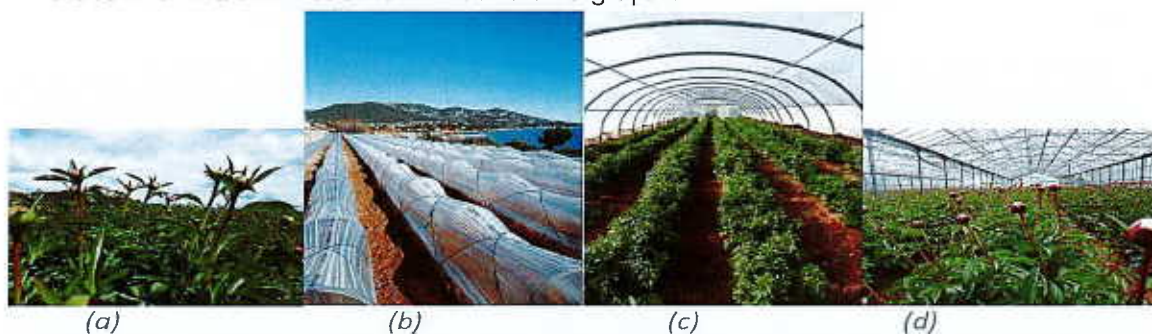


1 : Fertilisation Raisonnée de la pivoine

- **Campagnes d'analyses de sol** : prélèvement d'échantillons et analyses en laboratoire dans la continuité de ces 6 dernières années
- **Suivi des pratiques de fertilisation** : relevé systématique des pratiques
- **Bilan des pratiques** : conseil adapté en fertilisation tout au long de l'année.

2 : « Réseau Froid » et Forçage de la pivoine

- **Pose et relevés de capteurs de température air/sol** pour le suivi de l'accumulation de froid
- **Bilan des pratiques**
- **Réseau Froid Pivoine** : Edition d'une cartographie.



Légende : Pivoines cultivées en plein air sans forçage (a), forcées sous chenillettes (b), forcées en tunnels maraîchers (c) ou cultivées en serre (d).

(Source : Philaflor)

3 : Irrigation Raisonnée de la Pivoine

- **Relevé de capteurs capacitifs** : sondes /Conseil adaptés en irrigation
- **Réseau Irrigation Pivoine** : édition d'une cartographie.

4 : Transfert en entreprise

PHILAFLORE joue pleinement son rôle de soutien technique à la production en organisant annuellement une « journée Technique » au mois de juin ou de septembre. Ce rassemblement ouvert aux différentes structures de la filière est l'occasion de présenter les avancées réalisées dans le cadre de ce projet.



2. TRANSFORMATION NUMERIQUE DE PHILA FLOR

A. Le numérique : un enjeu pour PHILAFLOR

En plus de réaliser une veille technique et réglementaire auprès de tous les maillons de la filière horticole, les techniciens de PHILAFLOR transfèrent ces connaissances aux adhérents de l'Association. Cette tâche est essentiellement faite par le biais du conseil individuel et l'utilisation de mailing ou encore lors de réunions de producteurs.

Le rôle des techniciens dans l'accompagnement de la production de fleurs coupées en fait aussi le premier et principal contact vers qui les horticulteurs se tournent quand ils recherchent une information, quel qu'en soit le thème.

Ils sont également identifiés par la filière comme le premier et principal moyen de diffuser de l'information technique et/ou réglementaire et de collecter des données utiles.

Cette interface humain-humain, primordial pour les horticulteurs, n'est plus suffisante au regard des exigences de traçabilité actuelles. La collecte et la diffusion de données doit être simplifiée grâce à la mise en place d'outils pratiques et interactifs. Les dispositifs numériques font partie de ces facilitateurs ... et parmi eux, le premier et le plus visible est le site Internet, disposant d'un espace de stockage privé.

B. La digitalisation, un outil de traçabilité

En 2023, conformément aux objectifs du projet présenté à TPM par PHILAFLOR, le site internet et espace adhérent ont été totalement reconstruits. Les horticulteurs adhérents du Groupement de Producteurs bénéficient maintenant d'un outil fiable et ergonomique leur permettant d'assurer la traçabilité sur leurs entreprises et ce, de manière totalement gratuite.

En 2024, ce sont les conseillers techniques de PHILAFLOR qui ont bénéficié de la construction d'un nouvel outil adapté au conseil spécifique phytosanitaire, une activité réglementaire et répondant à un cahier des charges strict.

La suite de ce programme de refonte des services numériques de PHILAFLOR est dédiée, à l'amélioration de la traçabilité des analyses réalisées par le laboratoire de l'association et, à celle du conseil en fertilisation.

Aujourd'hui grâce aux financements obtenus auprès de la métropole TPM, PHILAFLOR dispose d'un site internet renouvelé, permettant la traçabilité et la sécurisation du travail des conseillers notamment lors de la réalisation des conseils de traitement.

Pour accompagner leur travail de préconisation, un autre objectif du projet est la création d'un outil capable de réaliser les calculs préliminaires nécessaires à la rédaction d'un conseil de fertilisation.

C. Cahier des charges du module « laboratoire » sur www.philaflor.fr

1. **Protection des données** : seule la laborantine en activité peut utiliser ce module

2. **Des outils spécifiques** :

- Le module « laboratoire » reprend les calculs et l'architecture du logiciel initial
- Un module « conseil » permettra aux techniciens de calculer automatiquement les doses d'engrais à apporter pour combler les besoins des plantes
- Les conseillers pourront rédiger des conseils de fertilisation qui seront envoyé sur l'espace adhérent du producteur concerné.

Objectifs de l'outil : Améliorer la traçabilité de la production et répondre ainsi aux exigences de la réglementation dans les zones vulnérables aux nitrates.

3. CALCUL DES COÛTS DE PRODUCTION

A. Le coût de production, un outil indispensable au suivi des entreprises

Parmi les missions qui lui sont confiées, PHILAFLORE se doit d'accompagner et d'orienter les nouveaux producteurs en cours d'installation ou en recherche d'une activité de diversification pour assurer une meilleure rentabilité économique de leur exploitation. Pour réussir cette mission, Philaflor doit construire un **outil de calcul** lui permettant de déterminer les coûts d'une culture en fonction du fonctionnement de l'exploitation où elle se trouve.

Le partenariat étroit entre PHILAFLORE et ASTREDHOR MEDITERRANEE permet à l'Association de bénéficier du travail réalisé en station et d'apporter des connaissances et des références complémentaires. Par exemple, la station travaille essentiellement sur les coûts de culture discriminants, c'est-à-dire les coûts énergétiques, la main d'œuvre et le coût des plants.

B. Cahier des charges de l'outil « coûts de production »

1. **Protection des données** : cette première étape de travail sera réalisée en partenariat avec ASTREDHOR MEDITERRANEE et un producteur adhérent qui va communiquer ses données comptables.
2. **Des outils spécifiques** : Une base de calcul des coûts de production sera établie en fonction des charges de Main d'œuvre, des charges directes et indirectes.

Objectifs de l'outil : Améliorer la prise de décision lors de l'installation de nouveaux producteurs et lors de la saison de production, permettre au producteur d'évaluer sa stratégie économique d'entreprise à la parcelle ou plus globalement en fonction de ses charges de structure.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
Achat			
LABORATOIRE	11 487	TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	30 000
Maintenance des appareils	6 416		
Produits de laboratoire	4 500	Autofinancement	67 730
Déchets du labo	571		
Moyen équipement	2 436		
Sondes de température Air/sol	2 436		
Numérique	8 822		
Module laboratoire sur site	8 822		
Prestation	6 400		
Analyse de sol (80 €HT)	6 400		
Frais de personnel	68 585		
Suivi Technique : Main d'œuvre	40 431		
Suivi Technique : Déplacement	3 500		
Laboratoire : Main d'œuvre	12 960		
Coût de production : Main d'œuvre	2 538		
Transfert en entreprise	1 866		
Suivi Comptable et administratif	945		
Mise en forme documents site	1 269		
Suivi du site internet	5 076		
TOTAL	97 730	TOTAL	97 730

La subvention de 30 000 € représente 30,70 % du total des produits :
 (montant attribué/total des produits) x 100.